

Le thème de la lutte contre la corruption domine l'actualité, en raison notamment de l'engagement officiel pris par le Président de la République à mettre en œuvre la Nouvelle Stratégie s'y rapportant. La presse a également accordé une place prépondérante à la réforme du secteur de la sécurité, dont l'un des principaux objectifs porte sur l'élaboration d'une Lettre de politique générale qui devra se rapprocher le mieux possible des aspirations de la population en la matière.

Processus électoral

MARC RAVALOMANANA REUNIT CE JOUR LES MAIRES TIM

De retour au pays, Marc Ravalomanana va rencontrer aujourd'hui pour la première fois, les maires élus sous l'étiquette de son parti TIM. Cette rencontre se tient dans la capitale et concerne uniquement les 86 maires élus dans la province d'Antananarivo. A noter que la formation politique de l'ancien Président est le deuxième parti politique ayant obtenu le plus grand nombre de communes derrière le HVM, avec 214 maires au total sur le tout le territoire national. Quant au groupement MAPAR, il a pu briguer 108 mairies. (Midi Madagasikara, p.2)

CRAINTES DE TROUBLES A AMPARAFARAVOLA

Le député d'Amparafaravola, élu sous les couleurs du TIM, Rabekajina Solofo Hery s'insurge contre les résultats définitifs des élections communales dans sa circonscription. Des revirements ont effectivement été constatés par rapport aux résultats provisoires, en ce sens que 6 communes rurales du district ont été finalement ravies par le parti HVM. De ce fait, le parlementaire craint des troubles d'autant plus que des manifestations sont prévues se tenir ce jour. Quoi qu'il en soit, les candidats concernés par ce renversement de tendances des résultats vont se pourvoir en cassation. (Midi Madagasikara, p. 2 ; La Gazette de la Grande Île, p. 13 ; Tia Tanindrazana, p. 2)

MORONDAVA : DES ELECTEURS MECONTENTES

Suite à l'annonce du report de la proclamation des résultats définitifs des communales, les électeurs de Morondava menacent de descendre dans les rues si ces derniers ne sont pas publiés dans les 72 heures. La raison de ce report repose sur le fait que la présidente du Tribunal administratif de Toliara est en congé de maternité. (Les Nouvelles, p. 2-8 ; La Vérité, p. 3)

NOUVEAUX MAIRES, PLACE A LA FORMATION AVANT LA PRISE DE FONCTION

Aucune passation de service ne devrait avoir lieu en ce moment entre les nouveaux élus et les maires sortants, étant donné que les Chefs district devront organiser, au préalable, un regroupement afin de donner les consignes afférentes à cette cérémonie. Or, des passations de service ont déjà été constatées à Toamasina. Le ministère de l'Intérieur estime par conséquent que cette cérémonie s'est passée en toute illégalité. (Les Nouvelles, p. 8)

- *La passation de service entre le maire fraîchement élu à Toamasina, Elysé Ratsiraka et le PDS sortant s'est déroulée en l'absence des autorités civiles et militaires. Qui plus est, aucune*



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



décision de justice, ni notification officielle n'ont été parvenues aux intéressés. Aussi, les responsables locaux estiment que la cérémonie s'est faite en toute illégalité. (Takoritsika, p.6)

MISE EN PLACE DE LA CENI : UNE COMMISSION PARITAIRE EN VUE

Une commission paritaire regroupant les représentants du ministère de l'Intérieur, de l'Assemblée nationale ainsi que de la CENIT, sera bientôt mise en place. Ladite commission aura pour principale mission d'examiner le projet de loi régissant la CENI. Elle traduit également un rapprochement entre l'Exécutif et le Législatif après des mois de crise institutionnelle, selon une source auprès du ministère de l'Intérieur. Après étude par la commission paritaire, ce projet de texte sera soumis à l'Assemblée nationale. (Madagascar-Laza, p. 3)

COMMUNE URBAINE D'ANTANANARIVO : UN DOSSIER DE 12 MILLIARDS D'ARIARY INTROUVABLE

Un important dossier qui devrait aboutir à une entrée fiscale d'un montant de 12 milliards d'Ariary dans les caisses de la Commune Urbaine d'Antananarivo demeure introuvable. Il se rapporte notamment aux arriérés fiscaux relatifs aux pylônes utilisés par les opérateurs en téléphonie mobile et Internet. Par conséquent, la première mairesse de la capitale, Lalao Ravalomanana se retrouve déjà handicapée par cette « perte » car la concrétisation de ses projets de développement requiert des moyens appropriés. Sa priorité sera sans conteste l'amélioration et l'augmentation du recouvrement des recettes fiscales. (Madagascar-Laza, p. 3 et 14)

Economie et société

REMOUS AU SEIN DE LA JIRAMA

Des membres de l'Intersyndicale de la JIRAMA continuent de manifester malgré la fin de la grève et réclament la libération de leur leader syndical, Oliva Andrianalimanana, dont le procès est prévu pour le 11 novembre. En ce qui concerne le délestage, la compagnie informe que les coupures de courant dureront encore jusqu'en octobre. Un programme de délestage tournant, établi tous les jours dans la capitale et ses périphéries, a d'ailleurs été publié hier. (Midi Madagasikara, p. 12)

- Oliva Andrianalimanana, principal meneur de grève au sein de la JIRAMA, est actuellement détenu à la prison d'Antanimora, avec un autre compagnon d'infortune. Ce syndicaliste est accusé de faux, d'usage de faux et d'avoir porté préjudice à la compagnie nationale d'eau et d'électricité. Il aurait fait bénéficier des avantages en couverture sanitaire de la société une personne qui n'aurait pas dû. L'affaire remonte au mois de mars 2015 (L'Express de Madagascar, p. 6)
- Une note de service émanant de la Direction générale de la JIRAMA a été diffusée hier, avertissant les employés qui « désertent » leur poste sans motif qu'ils seront privés de leur salaire mensuel. Les employés en grève ont connaissance de cette note mais ont refusé de s'y plier, estimant qu'il s'agit d'une autre forme d'atteinte au droit de grève. (Les Nouvelles, p. 14)
- Le comité de grève de la JIRAMA a lancé un ultimatum de 48h aux responsables étatiques pour qu'ils procèdent à la libération du leader de l'Intersyndicale. Une intensification des

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



manifestations n'est pas à exclure à l'issue de ce délai. (La Vérité, p. 3 ; Madagascar Matin, p.3)

EDUCATION NATIONALE : LES RAISONS DU LIMOGÉAGE DE DIRECTEURS D'ÉCOLES PUBLIQUES

Certains directeurs d'écoles publiques dans la capitale et ses périphéries ont été limogés, soit en raison d'une mauvaise gestion, soit de leur âge proche de la retraite, soit parce qu'ils ont occupé le poste trop longtemps. D'après les explications du directeur régional de l'Éducation nationale d'Analamanga, Andrianilana Jery Nomenjanahary, un certain nombre d'instituteurs ont émis des remarques au sujet de ces directeurs, portant notamment sur leur absentéisme. Ces responsables seront donc remplacés par des enseignants qui ont été formés au préalable. Les principaux concernés, pour leur part, estiment cette décision injuste dans la mesure où il reste quelques mois avant qu'ils ne partent à la retraite. (L'Express de Madagascar, p. 11)

TRANSPORT AÉRIEN : 5 COMPAGNIES RÉGIONALES S'ASSOCIENT

Le Président Hery Rajaonarimampianina a accepté d'abriter au palais d'Etat d'Iavoloha, la cérémonie de signature portant officialisation de l'Alliance Vanille. Il s'agit d'un accord « historique » qui lie 5 compagnies aériennes opérant dans la région Océan Indien. Cette alliance permettra notamment aux compagnies membres d'améliorer les services aux passagers et de rentabiliser leur exploitation. Parmi les avantages majeurs figure également la réduction des tarifs aériens afin d'accroître le nombre de touristes. (Midi Madagasikara, p. 11 ; L'Express de Madagascar, p. 7 ; Madagascar-Laza, p. 2 ; Les Nouvelles, p. 14 ; L'Observateur, p. 3 ; Madagascar Matin, p. 6)

MINES ET PÉTROLE : TOUT EST AU POINT A J-2 DU SALON INTERNATIONAL

Le Salon International des Mines et du Pétrole 2015 se tiendra au CCI Ivato à partir de demain et ce, jusqu'au 25 septembre. Le partenariat avec Energy Exchange, pour le côté organisationnel, semble porter ses fruits puisqu'une véritable affluence des participants étrangers est attendue. Les conférences prévues dans le cadre de cet événement sont axées sur trois points principaux, à savoir l'engagement du gouvernement dans la promotion du secteur minier et pétrolier, le partage d'expérience entre les participants ainsi qu'une comparaison de situation entre Madagascar et les autres pays en matière d'environnement des affaires. (Midi Madagasikara, p. 13)

- *L'Office Malgache des Mines nationales et des Industries Stratégiques, sponsor officiel du Salon International des Mines, va arborer une nouvelle identité visuelle, avec un logo qui sera davantage novateur et dynamique. (Madagascar-Laza, p. 2 ; L'Express de Madagascar, p.7 ; Midi Madagasikara, p. 12 ; La Gazette de la Grande Île, p. 6)*
- *Selon un rapport dressé par la banque de Dubaï, près de 2 tonnes d'or par an sortent du territoire malgache. D'autres sources avancent également que Madagascar pourrait produire jusqu'à 200 kg d'or par semaine, une fois que les réformes à mettre en place dans le secteur aurifère seront effectives. Si l'on suppose que le gramme d'or vaille 130.000 Ariary, cette prévision permettra de générer 26 milliards d'Ariary dans les caisses de l'Etat, de manière hebdomadaire. (Madagascar-Laza, p. 2)*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





Politique interne

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION, LE BIANCO REVENDIQUE PLUS DE POUVOIRS

Le Bureau indépendant anti-corruption a présenté, hier, les grandes lignes de la nouvelle Stratégie de lutte contre la corruption, au cours d'une cérémonie tenue au palais d'Etat d'Iavoloha. Dans ce document, le BIANCO revendique plus de pouvoirs, plus d'indépendance, des ressources financières plus importantes ainsi qu'un champ de compétence plus élargi. Afin d'éviter toute rupture avec la chaîne de répression, la stratégie présentée prévoit le remplacement de la Chaîne pénale par un Pôle anti-corruption, avec un statut aménagé pour les magistrats spécialisés et une représentation au niveau des chefs-lieux de province. A cela s'ajoute une présence sectorielle du système de lutte contre la corruption, comme la justice, la fonction publique, les finances et le foncier. Le Président de la République s'est engagé officiellement et ce, devant les représentants des corps constitués et la Communauté internationale, à adhérer à cette Stratégie et à soutenir sa mise en œuvre. Ainsi, l'octroi de ressources financières suffisantes, soit 0,3% du budget de l'Etat, sera la première concrétisation de cet engagement de l'Etat (L'Express de Madagascar, p. 3 ; Midi Madagasikara, p. 3 ; Madagascar-Laza, p. 3 ; L'Observateur, p. 2 ; Madagascar Matin, p. 3 ; Tia Tanindrazana, p. 3 ; Takoritsika, p. 3)

- *Dans son éditorial, L'Express de Madagascar se pose des questions sur « l'honnêteté » de cet engagement du Chef de l'Etat et de sa volonté à s'impliquer dans la lutte contre la corruption étant donné qu'aucune mesure n'a encore été prise par le régime alors que l'implication de hautes personnalités dans les trafics en tout genre a été prouvée, qu'il négocie encore avec des élus qu'il a lui-même qualifiés de corrompus et qu'il ne s'est pas plié à l'obligation de déclaration de patrimoine préconisée par la Constitution (p.5)*
- *Récemment, le BIANCO a transféré auprès de la Chaîne pénale anticorruption, un dossier relatif à une affaire de trafic illicite de bois de rose, mais le principal incriminé a pu bénéficier d'une liberté provisoire. Cette situation a par conséquent généré une certaine divergence entre les deux institutions. De l'avis de Les Nouvelles, la Chaîne pénale sera ainsi la grande perdante dans la nouvelle Stratégie anticorruption étant donné qu'elle sera substituée par une nouvelle structure. (p. 3)*
- *Vis-à-vis de cet engagement du Président de la République, La Gazette de la Grande Île s'interroge si Hery Rajaonarimampianina est au fait que c'est tout l'appareil administratif qui est gangréné par ce fléau. Par conséquent, le Chef de l'Etat semble donc déclarer la guerre à tous les agents de l'Etat (p.4)*

UNE FORTE DELEGATION D'ETUDIANTS REÇUE PAR LE PRESIDENT

Le Président de la République a rencontré une importante délégation composée de 137 étudiants, regroupés au sein de la Fédération nationale des étudiants des 22 régions, hier au palais d'Iavoloha. Cette plateforme estudiantine vient de tenir ses assises nationales dont les résolutions ont été remises pour l'occasion au Chef de l'Etat. (Midi Madagasikara, p. 3)

REFORME : LA SECURITE AU SOMMET

L'ouverture de la semaine de renforcement de capacité, destinée à tous les acteurs concernés par la sécurité, a eu lieu hier à Ivandry, à l'initiative de la Primature. Elle a vu la présence du ministre de la

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





Défense nationale ainsi que des représentants de l'Union Africaine et du Democratic Center of Army Forces, un partenaire de l'Union Africaine basé à Genève. Il en ressort que le gouvernement tiendra un atelier national sur la Réforme du Secteur de la Sécurité vers la mi-octobre. Des ateliers régionaux sont déjà en cours d'organisation afin d'analyser la vision et les aspirations de la population en matière de sécurité. Cet atelier permettra également d'établir la Lettre de politique générale qui servira de base à la planification des réformes que le pays devra mettre en place à partir de 2016. L'un des piliers de la RSS concerne la dépolitisation de l'Armée malgache, pour qu'elle revienne à sa vocation première : défendre la Nation. (L'Express de Madagascar, p.5 ; Midi Madagasikara, p. 2 ; Les Nouvelles, p. 5)

- L'Union Africaine, à travers la représentante spéciale de la présidence de la Commission de l'UA, Hawa Ahmed Youssouf, s'est engagée à soutenir le gouvernement dans son initiative de considérer la gouvernance sécuritaire comme l'un des piliers de son programme. (Madagascar-Laza, p. 3)

LES MINISTRES PUISENT DANS LEURS RESERVES

La suspension de tous les nouveaux engagements de dépenses a entraîné inévitablement des restrictions dans le fonctionnement des ministères. Ayant anticipé cette difficulté, certains départements ministériels ont constitué des stocks pour satisfaire les besoins opérationnels comme le carburant et le papier. Un ministre a d'ailleurs fait savoir qu'il a fallu être un bon gestionnaire et prioriser les dépenses indispensables. Néanmoins, un dialogue a été engagé avec le ministère des Finances, qui autorise les dépenses urgentes, telles que celles se rapportant au salaire des employés contractuels. En temps normal, tous les engagements devraient être bouclés à la fin du mois de septembre afin de permettre au gouvernement de préparer la Loi de Finances Initiale de l'année prochaine. (L'Express de Madagascar, p. 7)

DES HAUTS RESPONSABLES COMMUNAUX DANS LE COLLIMATEUR DE L'IGE

L'actuel maire de la commune rurale d'Ankaramy, région SOFIA, est actuellement dans le collimateur de l'Inspection Générale de l'Etat. Soupçonné d'avoir détourné 198 millions d'Ariary destinés à la construction d'un nouveau bâtiment pour la commune, il a déjà été auditionné par l'IGE. Cette dernière soupçonne par ailleurs une complicité entre le maire et des responsables au sein du ministère de l'Intérieur. (Midi Madagasikara, p. 3)

Femmes

GENRE : LA VIE PUBLIQUE INTERESSE LES FEMMES

La présentation de l'avancement du projet « Formation pour l'avancement des droits des femmes à Madagascar » a eu lieu hier, à Andraharo. A noter qu'il s'agit d'un projet financé par l'Union Européenne. A cette occasion, le coordonnateur de projet du volet genre au sein de l'UNESCO se félicite que la participation des femmes à la vie publique et au processus de prise de décision a doublé en huit ans et ce, en grâce à une importante communication sur le sujet. Actuellement, 20% des parlementaires sont des femmes contre 8%, en 2007. Une augmentation devrait être enregistrée cette année encore, même si les statistiques relatives aux élections communales sont attendues. La présence d'une femme à la tête d'une collectivité territoriale décentralisée s'avère avantageuse dans la mesure où une mairesse privilégiée, par expérience, les infrastructures sociales et économiques destinées aux mères et aux enfants.

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



(L'Express de Madagascar, p. 5 ; Midi Madagasikara, p. 4)

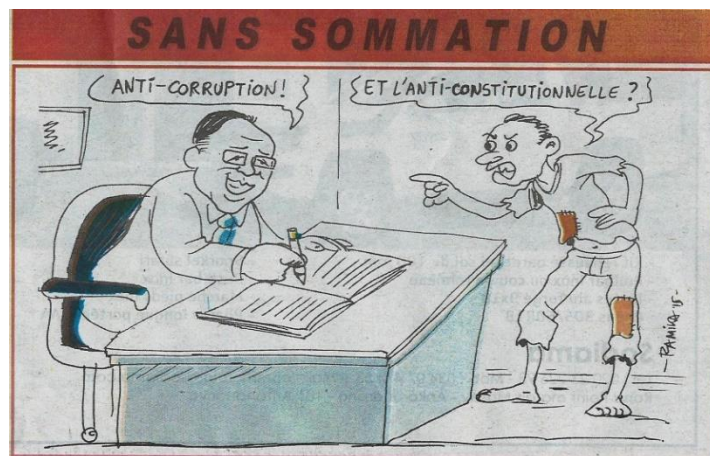
Format de couverture

L'Express de Madagascar consacre une page entière à la rencontre entre le parti Arche de la Nation et des étudiants, dans une optique de partage d'expériences et de connaissances dans le domaine des études supérieures. A cette occasion, la formation politique suggère une politique différente pour l'enseignement supérieur, basée sur une formation encore plus professionnalisante. L'on constate dans cet article l'utilisation de termes élogieux à l'endroit d'Edgard Razafindravahy. (p. 4)

Style et déontologie

La Vérité s'attaque personnellement à la nouvelle mairesse de la ville d'Antananarivo, Lalao Ravalomanana, par le biais d'un discours sexiste : « Lalao Ravalomanana, dans le dessein machiavélique de dissimuler ses vis-à-vis qu'elle maîtrise mal(...) n'a fait que copier-coller les cris de détresse lancés par la population tananarivienne. Nul n'ignore que Lalao Ravalomanana ne dispose que d'une seule et unique priorité une fois intronisée à la mairie d'Antananarivo : son mari ! (...) En clair, Lalao Ravalomanana ne sera à la tête de la municipalité que de nom. Son cher mari devant tout gérer à ses lieux et place ». (p. 2)

Un peu d'humour



La Gazette de la Grande Île, p. 4

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Honorine RAMISARIVÉLO: misa.ramisarivelo@eces.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium: